

“Je suis ulcérée par le procès fait aux crèches privées”

Opinion

Bénédicte Franssen
 Responsable d'une petite structure
 d'accueil d'enfants
 dans le Brabant wallon.

■ Je suis indépendante, rémunère deux autres personnes, travaille onze heures par jour, me verse 1250 euros par mois et j'ai pas droit à être malade. Alors quand on me dit: "diminuons le coût de la crèche", je m'interroge.

Dans le Brabant wallon, elle jamais analysé un budget ? *trouver une place pour son enfant en crèche, ça peut parfois coûter (très) cher.* Qui ne sait pas que quand on diminue d'un côté, on augmente de l'autre ?

[...] *Au travers d'une vaste enquête, la Ligue des familles s'est intéressée aux attentes de ces parents...* (LLB du 24 juin 2018).

Mais c'est quoi cet article ? Quelle est la politique de la Ligue des familles derrière tout ça ? Ah, diminuer les coûts des crèches ! Mais on a tous envie de voir diminuer ce qui nous semble coûter trop cher. Selon la proportion qu'occupent ces coûts dans nos portefeuilles, certains souhaiteraient que le prix des voitures, de l'essence diminue, d'autres aimeraient voir la facture de la maison de repos et la note en pharmacie rabaissée... Etc.

La Ligue des familles (comme organisation politique) ne sait-elle pas qu'il y a une notion de priorité et que ce que les uns et les autres estiment prioritaire varie très fort ? La Ligue des familles n'a-t-elle pas un rôle éducatif qui vise à défendre un programme, autrement nuancé que celui de vouloir diminuer le coût des crèches ? La Ligue des familles n'a-t-

Les crèches, un objet commercial ?

Je comprends donc, en lisant cet article, que les habitants du Brabant wallon sont plus nombreux que partout ailleurs en Belgique à vouloir diminuer les coûts de la crèche. Excusez-moi de tirer une conclusion rapide, mais c'est dans la région économiquement la plus favorisée, que le pourcentage est le plus élevé.

En tout cas, personne, au travers de l'article, ne ressort gagnant. Le combat de la Ligue des familles laisse perplexe, les parents sont réduits à leur portefeuille, les crèches à un objet commercial et la politique à un stand de braderie.

Je suis ulcérée. Je suis responsable d'une structure d'accueil (crèche privée) de 12 temps pleins (enfants), dans le Brabant wallon. Je suis indépendante et je rémunère deux autres personnes. J'accueille deux personnes bénévoles. Nous sommes une petite équipe et j'ose dire que nous nous y épanouissons toutes. Le temps

plein (pour un enfant accueilli) est fixé à 575 euros, 12 fois l'an. Avec une déductibilité fiscale maximum; ce qui permet quand même d'en réduire le coût. Je travaille onze heures par jour et me rémunère 1 250 euros (à cela s'ajoutent les avantages à pouvoir déduire certains frais professionnels). Je n'ai pas droit à être malade. La structure est fermée quatre semaines par an. Je n'ai pas envie de rentrer en détail sur toutes les difficultés de la profession que ce soient les contrôles ONE, Afsca, médecine du travail..., le stress grandissant des parents pour combiner vie privée/vie professionnelle, la gestion du personnel, etc.

Diminuons le prix de l'Audi

Au quotidien, c'est le bonheur (parfois malmené) de voir grandir, s'épanouir pendant près de trois ans, des enfants différents et de permettre à leurs parents de partir travailler sereins et confiants. En ayant aussi la conviction (humble et modeste) d'avoir contribué positivement à la mise en route de petits êtres dont le chemin ne fait que commencer mais, avec en poche, une cordelette de nœuds magiques qu'ils pourront dénouer face à certains obstacles. Effective-

ment, tout cela pour 575 euros. Un investissement pour l'avenir, à condition d'en être convaincu.

Se pose alors la question de la valorisation de la profession. Quand je lis, "diminuons le coût de la crèche", sans plus ni moins, je m'interroge. Diminuons le prix de l'Audi (un article qui foisonne de par chez nous). Supprimons-en les options, faisons-la ressembler à la Dacia. Diminuer le coût, c'est faire des économies d'échelle. A l'instar des maisons de repos, fusionnons les structures, engageons du personnel avec toutes les possibilités de subventionnement (APE, stagiaires, article 60...), rationalisons les coûts des repas et autres.

Et la qualité ?

Et la qualité dans tout ça ? S'investit-on de la même manière partout ? Et le plaisir dans tout ça ? Je caricature (mais pas trop) : on trouve normal de dépenser de l'argent pour ses loisirs, ses sorties, ses vacances, sa voiture, sa décoration intérieure et on estime dans le même temps que certains services (l'école, la crèche...) doivent être gratuits ou pas chers ? Est-ce logique ?

Et par ailleurs, le bio fleurit et on accepte avec une certaine souplesse de payer plus pour manger mieux. Mais si j'en crois l'article, on dirait que ce sont ces mêmes gens qui voudraient voir le coût

des crèches diminuer. L'éducation n'est pas instantanée, c'est un aliment qui se digère très lentement et dont les fruits ne se cueillent que plus tard.

C'est complexe

Elections ? Dans ma commune du Brabant wallon – qui ne fait pas exception et qui est bleue –, les nouvelles places de crèches sont assurées par un co-accueil. C'est quoi ? Deux –fausses– indépendantes qui se mettent ensemble avec une dizaine d'enfants. Pas ou si peu d'argent investi par la commune, des statuts précaires mais

un coût moindre pour les parents, certainement.

Comme pour beaucoup de matières, la problématique de l'accueil de la petite enfance est complexe. Et beaucoup de choses n'ont jamais été évoquées, comme la question de la formation.

Alors, si la Ligue des familles décide un jour de se pencher sérieusement sur la question, il faudra se réserver un peu plus de temps et de moyens.

→ *Le titre, le chapeau et les intertitres sont de la rédaction. Titre original: "Mais c'est quoi cet article?"*